

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, des centaines de décrets de remise sont accordés chaque année, et ce pour diverses raisons.

M. Riis: De l'ordre d'un milliard de dollars?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): On n'a jamais eu pour pratique de soumettre de tels décrets au Parlement, et nous observons la pratique à cet égard.

* * *

LE COMMERCE

LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Hier, le secrétaire d'État américain, M. Shultz, a annoncé que lui-même, ou le gouvernement américain, proposerait au Congrès un plan qui servirait de base aux négociations avec le Canada sur le libre-échange.

Quand le gouvernement fera-t-il preuve de la même politesse envers les Canadiens et présentera-t-il au Parlement un document qui expliquera en détail les propositions que nous ferons aux Américains, comme l'a recommandé un comité tripartite? Ce comité a proposé qu'un débat ait lieu au Parlement avant que les négociations officielles ne débutent. Le ministre peut-il s'engager à présenter ce genre de proposition au Parlement avant le mois de janvier?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, malheureusement, le député est mal informé. Le secrétaire Shultz n'a jamais dit cela.

LA POSITION DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, je suppose que le secrétaire d'État a participé à ces discussions. Il a donné une conférence de presse dans laquelle ils ont annoncé conjointement que les propositions seraient soumises au Congrès des États-Unis. Le gouvernement américain est tenu de le faire en vertu de la Loi américaine sur le commerce.

Le gouvernement américain ne va-t-il pas demander l'autorisation voulue au Congrès? Peut-il nous dire ce que son gouvernement entend faire?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je crois qu'il faudrait plus de temps que la Chambre n'en a pour tenter d'informer le député de Winnipeg-Fort Garry...

M. Axworthy: Pas vraiment.

M. Clark (Yellowhead): ... au sujet de quoi que ce soit.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Répondez à la question.

M. Clark (Yellowhead): Le gouvernement fédéral a été très heureux hier...

M. Axworthy: Répondez à la question, Clark. Laissez tomber les inepties.

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Répondez à la question.

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, a-t-il le droit de poser une question supplémentaire sans se lever?

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre! La parole est au député de Thunder Bay-Nipigon.

* * *

LE TRANSPORT MARITIME

LA CONSTRUCTION DE TRAVERSISERS

M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Les consultations avec la direction et les travailleurs des chantiers maritimes de Port Arthur viennent à leur tour souligner à quel point la situation est critique dans la construction navale au Canada. Il y a presque un an le ministre des Transports a promis que des navires seraient ajoutés pour le service de traversiers que CN Marine exploite dans le golfe. Le ministre voudrait-il nous dire aujourd'hui ce qui se prépare, car il a promis que cet accroissement de la flotte aurait un impact extraordinaire sur la construction navale et créerait par conséquent des emplois?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, comme le député le sait, le lancement du *Caribou* a eu lieu en septembre, je crois. Il sera en service au début de l'année.

Le remplacement d'autres navires est actuellement à l'étude à CN Marine, comme élément de son plan quinquennal.

LA PASSATION DE COMMANDES

M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur le Président, le ministre peut-il garantir que le deuxième navire de la taille du *Caribou* et d'autres qui seront ajoutés seront construits dans les chantiers canadiens, par des travailleurs canadiens, avec des matériaux canadiens, pour que des emplois se créent vraiment dans les chantiers maritimes du Canada?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que mon collègue le ministre de l'Expansion industrielle régionale s'occupe activement, comme moi, de promouvoir la construction navale et de veiller non seulement à ce que des navires soient achetés, mais qu'ils le soient au Canada pour donner des emplois et le service efficace nécessaire. Comme je le disais, ces questions sont à l'étude à CN Marine. Je suis sûr que le député verrait d'une mauvaise œil que je dicte au conseil d'administration ou à la direction de CN comment mener sa barque.